

N° 5107²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

PROJET DE LOI

**portant transposition de la directive 2000/52/CE de la Commission
du 26 juillet 2000 modifiant la directive 80/723/CEE relative à la
transparence des relations financières entre les Etats membres et
les entreprises publiques**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(21.10.2003)

En date du 27 février 2003, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a fait transmettre au Conseil d'Etat pour avis le projet sous rubrique. Le texte du projet de loi, élaboré par le ministre de l'Economie, était accompagné d'un exposé des motifs et d'un commentaire des articles. Le Conseil d'Etat a été saisi de l'avis de la Chambre de commerce par dépêche du 5 juin 2003.

*

Le projet de loi en question a pour objet de transposer en droit luxembourgeois les directives 80/723/CEE, 85/413/CEE, 93/84/CEE et 2000/52/CE. Il semble que les trois premières directives précitées n'aient jamais été transposées. La directive 2000/52/CE modifie la directive 80/723/CEE. Le Conseil d'Etat note que l'article 2 prévoit que „les Etats membres mettent en vigueur les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 31 juillet 2001“, l'article 1er, paragraphe 2 de la directive 80/723/CEE modifiée ne devant s'appliquer qu'à partir du 1er janvier 2002.

Le Conseil d'Etat constate qu'il a été joint au texte du projet un texte coordonné des directives à transposer ainsi que la communication de la Commission aux Etats membres sur l'application des articles 92 et 93 du traité CE et de l'article 5 de la directive 80/723/CEE de la Commission aux entreprises publiques du secteur manufacturier.

Ladite communication retient que „l'achèvement du marché intérieur exige une application renforcée de la politique relative aux aides d'Etat, et les entreprises publiques constituent l'un des domaines qui présentent un intérêt à cet égard. Il est nécessaire d'accroître la transparence et de poursuivre l'élaboration des politiques relatives aux entreprises publiques, car celles-ci ne sont pas suffisamment couvertes par la discipline en matière d'aides d'Etat“.

Il s'agit, selon le texte de la directive, d'une part, d'assurer par diverses dispositions la transparence des relations financières entre les pouvoirs publics et les entreprises publiques et, d'autre part, de créer une obligation pour certaines entreprises publiques de tenir des comptes séparés. Les Etats membres sont tenus de fournir certaines informations à la Commission.

Le Conseil d'Etat regrette que l'exposé des motifs ne fournisse aucune indication sur l'application concrète de cette loi dans le contexte économique luxembourgeois.

Le Conseil d'Etat a apprécié que le commentaire des articles établisse un tableau comparatif de la numérotation des différents articles, facilitant ainsi la comparaison des articles de la directive 80/723/CEE modifiée avec les articles correspondants du projet de loi.

Il en ressort que le projet de loi suit de très près le texte même de la directive. Etant donné que les deux textes sont pratiquement identiques, le Conseil d'Etat se limite à soulever quelques points.

L'article 1er définit les deux principaux moyens pour assurer la transparence des relations financières entre les pouvoirs publics et les entreprises publiques, à savoir la transparence relative à la mise à disposition des ressources publiques ainsi que l'établissement de comptes séparés devant „réfléter fidèlement la structure financière et organisationnelle de toute entreprise soumise à l'obligation de tenir des comptes séparés“.

L'article 2 reprend quasi textuellement les définitions de l'article 2 de la directive 2000/52/CE de la Commission. Au paragraphe 1er, le Conseil d'Etat propose de les numéroter a, b, c, ...

L'article 3 énumère exactement, comme le fait la directive, les opérations financières entre pouvoirs publics et entreprises publiques dont la transparence est à assurer.

L'article 4 concerne l'obligation de tenir des comptes séparés introduite par la directive 2000/52/CE. Ce projet reprend exactement le libellé de la directive.

L'article 5 porte sur les exemptions ainsi que sur les entreprises ou établissements non couverts par le projet. Il n'y a malheureusement aucune indication sur la portée de cet article concernant son application au Luxembourg.

L'article 6 établit une obligation pour les pouvoirs publics comme pour les entreprises publiques de garder à la disposition de la Commission toutes les données relatives aux relations financières pendant cinq ans. Le texte a été repris quasi littéralement de la directive, ce qui en l'espèce ne se justifie pas alors que la directive ne crée en l'occurrence qu'une obligation à charge des Etats membres.

Le Conseil d'Etat propose une rédaction différente de cet article:

„**Art. 6.** (1) Les pouvoirs publics et les entreprises publiques sont tenus de garder à la disposition de la Commission pendant cinq ans toutes les données relatives aux relations financières visées à l'article 1er, paragraphe 1er, à compter de la fin de l'exercice annuel au cours duquel les ressources publiques ont été mises à la disposition des entreprises publiques concernées.

(2) Les pouvoirs publics et les entreprises publiques sont tenus de garder à la disposition de la Commission pendant cinq ans toutes les données relatives à la structure financière et organisationnelle visée à l'article 1er, paragraphe 2, à compter de la fin de l'exercice annuel auquel elles se rapportent.“

L'article 7 crée une obligation pour les entreprises publiques qui opèrent dans le secteur manufacturier de transmettre automatiquement certaines données financières et comptables au ministre de l'Economie sur une base annuelle.

L'article 8 semble superfluetatoire puisqu'il évoque l'obligation pour les pouvoirs publics et les entreprises publiques de transmettre au gouvernement les informations que celui-ci doit remettre à la Commission au titre de la directive transposée par la présente loi. Cette obligation a été clairement énoncée dans les articles 6 et 7. On pourrait, le cas échéant, se demander quelle sanction pourrait être prise contre une entreprise publique qui refuserait de satisfaire à cette obligation. Le Conseil d'Etat propose de supprimer l'article 8.

Sous le bénéfice des observations qu'il vient de formuler, le Conseil d'Etat marque son accord avec le texte du projet de loi soumis à son avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 21 octobre 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES